

## vue d'ensemble

LES COMPAGNIES LOBLAW LIMITÉE, LA PLUS GRANDE ENTREPRISE DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE DU CANADA, EST PRÉSENTE À TRAVERS LE PAYS. EN TANT QUE FILIALE DE GEORGE WESTON LIMITÉE, ELLE FOURNIT AU MARCHÉ CANADIEN DES PRODUITS ET SERVICES INNOVATEURS DEPUIS PLUS DE 45 ANS.

Les Compagnies Loblaw limitée (« la société ») est d'avis que pour réussir dans le secteur canadien de la distribution alimentaire, elle doit continuer à offrir aux consommateurs canadiens, sous un seul toit, ce qu'il y a de mieux pour combler leurs besoins courants. Dans ce but, la société a recours à diverses stratégies financières et d'exploitation afin de minimiser les risques sectoriels et économiques et de maximiser sa part de marché ainsi que sa souplesse en matière d'exploitation. Les stratégies d'exploitation de la société comprennent : l'utilisation d'une approche multi-formats, le développement continu de son capital marques au moyen d'un programme supérieur de marques contrôlées, l'amélioration de ses magasins par l'établissement de rayons et services non traditionnels, le réinvestissement de ses flux de trésorerie dans l'entreprise et être propriétaire de ses biens immobiliers. Les stratégies financières de la société comprennent : l'application de conventions comptables généralement prudentes, le maintien d'un bilan solide, l'utilisation d'instruments financiers afin de minimiser les risques et le coût de ses activités de financement, et la prise de dispositions pour s'assurer l'accès aux marchés financiers et autres sources de financement.

La société croit que si elle applique et exécute avec succès ses divers programmes et stratégies financiers et d'exploitation, et si elle continue de cibler le secteur alimentaire tout en répondant aux besoins courants des consommateurs, elle sera en bonne position pour offrir des rendements supérieurs à ses actionnaires en maintenant une base financière et d'exploitation stable en vue d'une croissance à long terme soutenue.

La présente analyse par la direction, ainsi que les résultats trimestriels, figurant à la page 50, devraient être lus à la lumière des états financiers consolidés vérifiés et des notes y afférentes, qui se trouvent aux pages 33 à 47 du présent rapport annuel. Certains énoncés prospectifs inclus dans le présent rapport annuel ont trait aux dépenses en immobilisations, à la réduction des coûts et à l'amélioration de l'exploitation. De tels énoncés prospectifs sont assujettis à des incertitudes et risques inhérents, qui comprennent, sans toutefois s'y limiter : la conjoncture économique sectorielle et régionale, les accords avec les fournisseurs, les pressions exercées sur les prix et d'autres facteurs concurrentiels, les résultats des efforts constants de la société visant à améliorer la rentabilité ainsi que la disponibilité et les modalités de financement. Par conséquent, les résultats et événements réels pourraient différer considérablement de ceux qui sont inclus, envisagés ou sous-entendus dans de tels énoncés.



Plus de parents choisissent nos produits pour nourrir *le choix de nounours* en raison des mêmes qualités d'innovation, de valeur et de fiabilité grâce auxquelles la marque *le Choix du Président* a gagné la confiance des ménages.

## FAITS SAILLANTS

Le bénéfice net de base par action ordinaire, en hausse de 19 %, a atteint 2,04 \$.

Le chiffre d'affaires s'est établi à 21,5 milliards de dollars, soit une croissance de 7 % et de 4 % pour les magasins comparables.

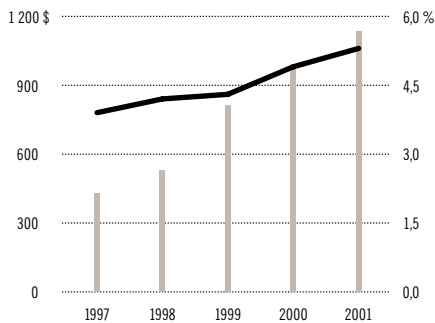
Le bénéfice d'exploitation a franchi le cap de 1 milliard de dollars.

La marge d'exploitation a continué d'augmenter pour atteindre 5,3 %.

Les dépenses en immobilisations de plus de 1 milliard de dollars ont visé les nouveaux magasins agrandis d'un bout à l'autre du Canada.

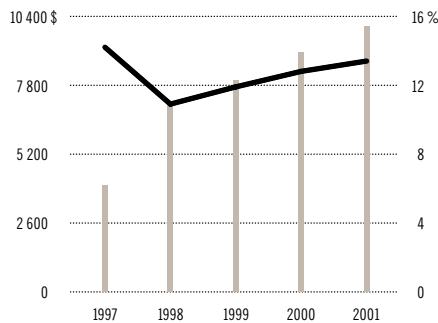
61 nouveaux magasins ont ouvert leurs portes, accroissant la surface de vente d'environ 2 millions de pieds carrés, compte tenu de la fermeture de 62 magasins.

Bénéfice d'exploitation et rendement du chiffre d'affaires (en millions de dollars)



Bénéfice d'exploitation  
Rendement du bénéfice d'exploitation sur le chiffre d'affaires

Actif total et rendement de l'actif total moyen (en millions de dollars)



Actif total  
Rendement de l'actif total moyen

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION

### CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires de la société a augmenté de 1,37 milliard de dollars, soit de 7 %, pour s'établir à 21,49 milliards de dollars contre 20,12 milliards de dollars en 2000. Une solide croissance du chiffre d'affaires s'est manifestée dans toutes les régions, y compris au Québec où les améliorations se poursuivent. L'augmentation du chiffre d'affaires, compte tenu de l'incidence d'une certaine inflation du prix des aliments au début de l'exercice, principalement pour la viande et les fruits et légumes frais, découlait de ce qui suit :

- une croissance de 4 % du chiffre d'affaires des magasins comparables, dont une partie était liée à la rénovation ou à l'agrandissement mineur de 75 magasins;
- une augmentation nette de 5 % de la superficie en pieds carrés des magasins au détail liée à l'ouverture de 61 nouveaux magasins (y compris des agrandissements importants apportés à des magasins existants) et à la fermeture de 62 magasins;
- une baisse de 1½ % liée à l'abandon en 2000 de certains comptes non stratégiques « payer et emporter » de vente de produits du tabac aux autochtones et de l'entreprise de vente de services alimentaires au Québec.

L'inflation du prix des aliments n'a pas contribué à la croissance du chiffre d'affaires en 2000.

En 2002, la société prévoit ouvrir, agrandir ou rénover plus de 130 magasins détenus par la société et magasins franchisés d'un bout à l'autre du Canada, lancer plus de 500 produits sous marques contrôlées et rehausser encore davantage l'assortiment de produits non alimentaires offerts; tous ces éléments devraient générer une hausse supplémentaire du chiffre d'affaires.

### BÉNÉFICE D'EXPLOITATION

Le bénéfice d'exploitation de la société (bénéfice avant intérêts, impôts et charges au titre de l'écart d'acquisition) a augmenté de 160 millions de dollars, soit de 16 %, pour s'établir à 1,14 milliard de dollars en 2001. Les marges brutes se sont renforcées et la marge d'exploitation (le bénéfice d'exploitation divisé par le chiffre d'affaires) a augmenté pour atteindre 5,3 % par rapport à 4,9 % en 2000. Le bénéfice commercial, ou BAIIA (le bénéfice d'exploitation avant



Notre Real Canadian Superstore répond aux besoins des consommateurs affairés d'aujourd'hui en leur offrant non seulement des repas à emporter mais une aire de restauration où ils peuvent aussi bien prendre un café sur le pouce qu'un repas complet.

l'amortissement corporel), divisé par le chiffre d'affaires a augmenté pour atteindre 6,8 % par rapport à 6,3 % en 2000. Les marges ont augmenté en raison de ce qui suit :

- la gestion d'un meilleur assortiment de produits dans les magasins;
- une gestion améliorée pour minimiser la perte des stocks;
- les efforts constants de la société pour contrôler les frais généraux et rehausser l'efficacité;
- la réduction du coût des marchandises découlant de synergies d'achat;
- les magasins inaugurés au cours des derniers exercices consolident leurs assises.

Toutes les régions ont réalisé une amélioration du bénéfice par rapport à 2000.

La croissance du bénéfice d'exploitation devrait se poursuivre en 2002 à un taux comparable à celui de 2001 à mesure que la société poursuivra les initiatives décrites précédemment.

#### Résultats d'exploitation

| (en millions de dollars)    | 2001      | Variation | 2000      |
|-----------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Chiffre d'affaires          | 21 486 \$ | 7 %       | 20 121 \$ |
| Bénéfice d'exploitation     | 1 136 \$  | 16 %      | 976 \$    |
| Marge d'exploitation        | 5,3 %     |           | 4,9 %     |
| Bénéfice commercial (BAIIA) | 1 451 \$  | 15 %      | 1 259 \$  |
| Marge commerciale 1)        | 6,8 %     |           | 6,3 %     |

1) La marge commerciale correspond au bénéfice commercial (BAIIA) divisé par le chiffre d'affaires.

#### INTÉRÊTS DÉBITEURS

Les intérêts débiteurs comprennent principalement les intérêts sur la dette à court et à long terme, l'amortissement des frais de financement reportés, et l'incidence matérialisée de l'élément intérêts des instruments dérivés sur taux d'intérêt et sur devises moins les intérêts gagnés sur les placements à court et à long terme détenus par Glenhuron Bank Limited, filiale en propriété exclusive de la société à la Barbade. En 2001, les intérêts débiteurs nets ont augmenté de 15 millions de dollars, soit de 10 %, pour s'établir à 158 millions de dollars contre 143 millions de dollars en 2000. Les intérêts créditeurs à court terme nets se sont accrus par suite d'une augmentation du niveau moyen des placements à court terme nets et d'une augmentation des intérêts débiteurs à court terme capitalisés, partiellement compensées par des taux d'intérêt nets moyens inférieurs. La société capitalise les intérêts engagés sur la dette afin de financer les biens en voie d'aménagement. En 2001, des intérêts débiteurs à court terme de 27 millions de dollars (20 millions de dollars en 2000) ont été capitalisés au titre des immobilisations.

Les intérêts débiteurs à long terme ont augmenté par suite de la hausse des emprunts nets moyens à long terme, partiellement compensée par une baisse des taux d'emprunt nets moyens. Le taux d'intérêt moyen pondéré en 2001 sur la dette à long terme à taux fixe (compte non tenu des obligations découlant de contrats de location-acquisition) était de 7,1 % (7,6 % en 2000) et la durée moyenne pondérée jusqu'à l'échéance était de 16 ans (18 ans en 2000). L'incidence positive nette des instruments dérivés sur taux d'intérêt et sur devises de la société de 15 millions de dollars (4 millions de dollars en 2000) a également réduit les intérêts débiteurs à long terme.

La couverture des intérêts (le bénéfice d'exploitation divisé par les intérêts débiteurs) s'est améliorée et s'établissait à 7,2 fois (6,8 fois en 2000).

Les intérêts débiteurs nets en 2002 devraient augmenter légèrement en raison de la hausse des emprunts nets moyens, mais la couverture des intérêts devrait s'améliorer.

#### IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Le taux d'imposition effectif de la société a diminué légèrement en 2001, s'établissant à 39,7 % contre 40,1 % en 2000. Cette diminution était conforme aux réductions de 2001 des taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens. En 2001, la société a enregistré une récupération d'impôts sur les bénéfices de 1 million de dollars liée à la constatation des réductions futures des taux d'imposition de l'Ontario, qui entreront progressivement en vigueur de 2002 à 2005. En 2000, la société a enregistré une récupération d'impôts de 4 millions de dollars liée à la constatation des réductions futures des taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens et des taux d'inclusion des gains/pertes en capital, dont certaines sont entrées progressivement en vigueur en 2001, alors que les autres le seront de 2002 à 2004.

Le taux d'imposition effectif de 2002 devrait baisser légèrement par rapport à 2001, conformément aux réductions des taux d'imposition annoncées précédemment dans le budget,



Notre rayon Soins Naturels dans plus de 100 magasins offre à nos clients un vaste éventail d'aliments biologiques, sains et nutritifs, des vitamines et des suppléments, ainsi que des produits naturels de santé et de beauté.



The Real Canadian Superstore répond aux besoins changeants des consommateurs par le développement et l'accroissement d'une gamme supérieure de produits non alimentaires afin de rehausser l'expérience de magasinage de nos clients sous un seul toit.

compte non tenu de l'incidence de la nouvelle norme comptable qui prévoit l'abandon de la politique d'amortissement des écarts d'acquisition et des actifs incorporels. Cette modification comptable se traduira par une baisse apparente d'environ 2 % du taux d'imposition effectif de la société en 2002.

### BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net a augmenté de 90 millions de dollars, soit de 19 %, pour s'établir à 563 millions de dollars contre 473 millions de dollars en 2000 en raison des facteurs décrits ci-dessus. Le bénéfice net de base par action s'est accru de 33 cents, soit de 19 %, pour atteindre 2,04 \$ comparativement à 1,71 \$ en 2000. Compte non tenu des ajustements au titre des récupérations d'impôts futurs de 2001 et 2000, le bénéfice net de base par action a augmenté de 20 %.

### SITUATION FINANCIÈRE

En 2001, la société a maintenu une solide situation financière et il devrait en être de même pour l'exercice 2002. En 2001, le fonds de roulement a atteint 290 millions de dollars par rapport à un montant négatif de 291 millions de dollars en 2000. La variation considérable du fonds de roulement a découlé du refinancement de la dette à court terme nette, qui est maintenant inscrite dans la dette à long terme, et de l'augmentation du niveau des stocks.

Pour le 13<sup>e</sup> exercice de suite, le ratio de la dette totale sur les capitaux propres de la société (compte tenu des espèces, des quasi-espèces et des placements à court terme) était en-deçà des limites prescrites dans ses lignes directrices quant au maintien d'un ratio inférieur à 1:1. Le ratio de 2001 s'est établi à 0,76:1 comparativement à celui de 0,71:1 en 2000. En 2001, les capitaux propres ont augmenté de 445 millions de dollars, soit de 14 %, pour atteindre 3,57 milliards de dollars contre 3,12 milliards de dollars en 2000. Le ratio de 2002 devrait s'améliorer légèrement.

En matière de dividendes, la politique de la société consiste à maintenir des versements stables équivalant à environ 20 à 25 % du bénéfice net de base normalisé par action ordinaire de l'exercice précédent, compte tenu de la situation de trésorerie à la fin de l'exercice, des exigences à l'égard des flux de trésorerie futurs et des occasions de placement. En 2001, la société a déclaré, après approbation par le Conseil, un dividende annualisé de 40 cents par action ordinaire, soit 23 % du bénéfice net de base par action ordinaire de 2000, ce qui s'inscrit dans la politique de la société en matière de dividendes.

### SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

#### FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

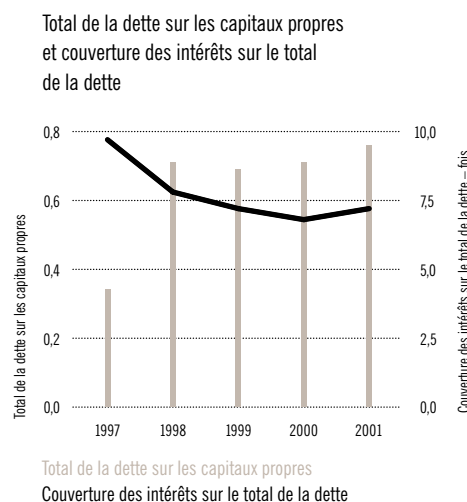
En 2001, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation se sont accrus de 40 millions de dollars, soit de 5 %, pour atteindre 825 millions de dollars par rapport à 785 millions de dollars en 2000. La croissance s'explique principalement par l'amélioration du bénéfice net et la hausse de l'amortissement corporel, découlant du programme de dépenses en immobilisations, compensées par une augmentation du fonds de roulement hors caisse. L'augmentation du fonds de roulement hors caisse est principalement due à un investissement stratégique dans des stocks de produits non alimentaires. Généralement, la rotation des stocks des produits non alimentaires est plus lente que celle des stocks de produits alimentaires.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant la restructuration des acquisitions et autres charges excluent la restructuration des acquisitions et autres charges qui ne sont pas considérées faire partie intégrante des activités normales et sont un indicateur des flux de trésorerie normalisés provenant des activités d'exploitation. En 2001, cette mesure a présenté une tendance similaire à celle des flux de trésorerie liés à l'exploitation pour les raisons mentionnées ci-dessus.

En 2002, on s'attend à ce que les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation augmentent à un taux conforme à la croissance du bénéfice d'exploitation et financent la plupart des dépenses en immobilisations prévues de la société en 2002.

#### FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

En 2001, les dépenses en immobilisations ont atteint 1,11 milliard de dollars, comparativement à 943 millions de dollars en 2000. Environ 80 % du total des dépenses en immobilisations avaient trait aux nouveaux magasins, aux rénovations, aux agrandissements et(ou) aux remplacements



de magasins. D'autres dépenses en immobilisations se rapportaient aux systèmes informatiques, au réseau de distribution et autres infrastructures pour étayer la croissance des magasins. Les dépenses en immobilisations continues de la société ont profité à toutes les bannières et régions à divers degrés et ont renforcé les magasins existants. Certains des nouveaux magasins de plus grande surface ont remplacé des magasins plus anciens, plus petits et moins efficaces qui n'offraient pas le vaste assortiment de produits et services auquel s'attend le consommateur d'aujourd'hui.

Le programme de dépenses en immobilisations de 2001 pour les magasins détenus par la société et les magasins franchisés a permis d'augmenter la superficie nette en pieds carrés de 5 % par rapport à 2000. Cette augmentation comprend l'incidence de l'ouverture et de la fermeture de magasins au cours de l'exercice. En 2001, 61 (71 en 2000) nouveaux magasins détenus par la société et magasins franchisés ont ouvert leurs portes et 75 (66 en 2000) ont subi d'importantes rénovations ou de petits travaux d'agrandissement. Les nouveaux magasins incluent des expansions majeures à des magasins existants. Les 61 nouveaux magasins ont permis d'ajouter environ 2 millions (2 millions en 2000) de pieds carrés de surface de vente, déduction faite de 62 (62 en 2000) fermetures de magasins. En 2001, la taille moyenne des magasins détenus par la société a augmenté de 4 % pour s'établir à 46 400 pieds carrés (44 600 pieds carrés en 2000) et la taille moyenne des magasins franchisés a augmenté de 4 % pour s'établir à 22 900 pieds carrés (22 000 pieds carrés en 2000). La société a ouvert trois magasins en Ontario, utilisant son nouveau plan de magasin plus étendu d'environ 115 000 pieds carrés, qui a été conçu en vue d'offrir un plus vaste éventail de produits non alimentaires. En plus du programme d'investissement dans les magasins de détail, en 2001, la société a construit un nouvel entrepôt à Cambridge, en Ontario, et a ouvert un nouvel immeuble de bureaux à Montréal pour les activités du Québec.

La société s'attend à maintenir son taux de croissance interne en 2002. Les dépenses en immobilisations estimatives sont de 1,13 milliard de dollars pour 2002, ce qui inclut environ 109 millions de dollars pour des projets en cours que la société s'est effectivement engagée à terminer. En 2002, la société se propose d'ouvrir, d'agrandir ou de rénover plus de 130 magasins détenus par la société et magasins franchisés d'un bout à l'autre du Canada, suivant une répartition géographique des placements similaire à celle de l'exercice précédent. Il devrait en résulter une augmentation nette de la superficie d'environ 3 millions de pieds carrés, qui devrait générer une hausse supplémentaire et rentable du chiffre d'affaires.

#### Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, dépenses en immobilisations et activités relatives aux magasins

|   | 2001     | Variation | 2000   |
|---|----------|-----------|--------|
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant la restructuration des acquisitions et autres charges (en millions de dollars) | 875 \$   | 3 %       | 846 \$ |
| Dépenses en immobilisations (en millions de dollars)  | 1 108 \$ | 17 %      | 943 \$ |
| Nouveaux magasins ouverts   | 61       | (14)%     | 71     |
| Rénovations majeures et expansions mineures   | 75       | 14 %      | 66     |
| Superficie nette totale en pieds carrés (en millions)   | 37,8     | 5 %       | 35,9   |
| Taille moyenne (en pieds carrés)  |          |           |        |
| Magasins détenus par la société   | 46 400   | 4 %       | 44 600 |
| Magasins franchisés   | 22 900   | 4 %       | 22 000 |

#### FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

La société obtient son financement à court terme grâce à une combinaison des flux de trésorerie autogénérés, des espèces, des quasi-espèces, des placements à court terme, de la dette bancaire ainsi que de son programme d'effets commerciaux. Les espèces, les quasi-espèces et les placements à court terme de la société, ainsi que ses marges de crédit de 820 millions de dollars, fournies par diverses banques, appuient le programme d'effets commerciaux de la société de 1,20 milliard de dollars.

Le financement à long terme de la société provient du recours à son programme de billets à moyen terme (« BMT »). La société prévoit refinancer la dette à long terme actuelle lorsqu'elle arrivera à échéance et pourrait obtenir un financement à long terme supplémentaire à des fins d'exploitation ou pour des raisons stratégiques. La société ne prévoit aucune difficulté à obtenir du financement à long terme en raison de ses cotes de solvabilité actuelles et de son expérience antérieure relativement aux marchés financiers.



Nos produits *BON AU POSSIBLE* le *Choix du Président*, dont le nombre dépasse actuellement 125 articles, favorisent un style de vie sain en offrant des aliments savoureux à base d'ingrédients nutritifs spécifiques.



Nos 337 pharmacies en magasin constituent une solution intelligente à la pharmacie traditionnelle pour les produits de santé et de beauté et offrent des marques populaires à des prix concurrentiels.

| Cotes de solvabilité (normes canadiennes) | Dominion Bond<br>Rating Service | Standard<br>& Poor's |
|---|---------------------------------|----------------------|
| Effets commerciaux                        | R-1 (bas)                       | A-1 (moyen)          |
| Billets à moyen terme                     | A (haut)                        | A                    |
| Autres billets et débetures               | A (haut)                        | A                    |

En 2001, la société a émis les 440 millions de dollars de BMT restants en vertu de son prospectus préalable de 2000. Au cours du premier trimestre de 2001, la société a déposé un autre prospectus préalable visant l'émission d'un maximum de 1,50 milliard de dollars de BMT, en vertu duquel elle a émis 600 millions de dollars de BMT en 2001. Le produit de ces émissions de BMT a servi à rembourser des effets commerciaux à court terme et à rembourser d'autres dettes à long terme; le produit a également contribué à l'augmentation de l'encaisse au cours de l'exercice. En 2001, 100 millions de dollars de débetures de Provigo inc. sont arrivées à échéance, les 50 millions de dollars de débetures, série 5, ont été remboursées et 100 millions de dollars de BMT, 7,34 %, sont arrivés à échéance. Après la fin de l'exercice 2001, la société a annoncé son intention de rembourser les 61 millions de dollars de débetures, série 8 et a émis 200 millions de dollars de BMT portant intérêt au taux de 6,85 %.

En 2000, la société a émis 760 millions de dollars de BMT en vertu de ses prospectus préalables de 1999 et 2000 et a remboursé les 100 millions de dollars de BMT, 5,39 %.

En 2001, la société a acquis aux fins d'annulation 12 600 (276 000 en 2000) de ses actions ordinaires au prix de 1 million de dollars (13 millions de dollars en 2000) conformément à ses offres publiques de rachat dans le cours normal des activités.

La société entend faire face à ses besoins en liquidités en 2002 en se servant de fonds provenant de l'exploitation, en ayant recours à son programme d'effets commerciaux de 1,20 milliard de dollars et en émettant les 700 millions de dollars de BMT restants.

#### MODIFICATION DE NORME COMPTABLE ET DES INFORMATIONS À FOURNIR MISE EN ŒUVRE EN 2001

L'Institut Canadien des Comptables Agréés (« l'ICCA ») a publié une norme comptable, le chapitre 3500 intitulé « Résultat par action », qui a été mise en œuvre par la société au premier trimestre de 2001 avec retraitement des états consolidés des résultats de l'exercice précédent. Le chapitre 3500 exige la présentation du bénéfice de base par action et du bénéfice dilué par action, calculés selon la méthode du rachat d'actions, dans les états consolidés des résultats.

#### MODIFICATIONS DE NORMES COMPTABLES ET DES INFORMATIONS À FOURNIR DEVANT ÊTRE MISES EN ŒUVRE EN 2002

L'ICCA a publié deux normes comptables, le chapitre 3870 intitulé « Rémunérations et autres paiements à base d'actions » et le chapitre 3062 intitulé « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », que la société a l'intention d'adopter au premier trimestre de 2002.

Le chapitre 3870 établit les normes de constatation, de mesure et d'information applicables aux rémunérations à base d'actions et aux autres paiements à base d'actions faits en contrepartie de biens ou de services fournis par les employés et des personnes qui ne sont pas des employés. La société a l'intention d'appliquer cette norme rétroactivement sans retraitement des chiffres des exercices précédents pour les attributions aux employés qui sont des attributions directes visant des actions et qui prévoient un règlement en espèces. L'incidence cumulative de l'application de cette norme sera constatée pendant l'exercice 2002 comme une diminution nette des bénéfices non répartis consolidés d'environ 25 millions de dollars, déduction faite d'impôts futurs à récupérer de 23 millions de dollars et de l'incidence de la juste valeur des contrats à terme de capitaux propres. Au cours des exercices futurs, la société comptabilisera une charge annuelle dans les états consolidés des résultats. Le chapitre 3870 exige la divulgation d'informations supplémentaires relatives aux options attribuées aux employés, y compris la divulgation du bénéfice net pro forma et du bénéfice par action pro forma comme si la méthode de comptabilisation fondée sur la juste valeur avait été utilisée.

Le chapitre 3062 n'exige plus l'amortissement des écarts d'acquisition, mais exige plutôt que la valeur comptable de ceux-ci subisse un test de dépréciation annuel. En outre, l'amortissement des actifs incorporels n'est plus requis, sauf si l'actif incorporel a une durée de vie limitée, auquel cas il est amorti sur cette durée de vie limitée. Les actifs incorporels non amortissables doivent faire l'objet d'un test de dépréciation annuel. Toute dépréciation permanente de la valeur comptable des écarts d'acquisition et des actifs incorporels doit être portée aux résultats. La société prévoit



Le 13 juin 2001, nous avons ouvert notre 80<sup>e</sup> magasin Maxi à Rivière-du-Loup. Ce magasin de 47 000 pieds carrés est le premier magasin à rabais de la région et offre à nos clients « le panier le moins cher ».



Grâce à leurs excellentes saveurs, qualité et préparation facile, notre choix varié d'aliments conditionnés surgelés *le Choix du Président* occupe une place de choix dans la cuisine de nos clients.

que l'incidence de l'application de cette norme se traduira par une augmentation annuelle du bénéfice net d'environ 43 millions de dollars, ou 16 cents par action ordinaire, d'après les charges au titre de l'écart d'acquisition, après impôts, de l'exercice courant et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation.

## RISQUES ET GESTION DES RISQUES

Les stratégies de la société en matière d'exploitation et de financement traduisent ses objectifs qui consistent à assurer sa sécurité et sa croissance à long terme. Elle a recours à diverses stratégies, dont quelques-unes peuvent comporter certains risques à court terme, afin de réaliser ces objectifs.

La société a adopté une stratégie d'accroissement de la rentabilité dans chacun de ses marchés en utilisant une approche multi-formats. En exploitant d'un bout à l'autre du Canada 617 magasins détenus par la société (606 en 2000), 401 magasins franchisés (405 en 2000) et 694 magasins associés (736 en 2000), et en desservant 7 982 comptes indépendants (8 252 en 2000), la société réussit à minimiser et à équilibrer stratégiquement les risques liés à des économies régionales et à l'industrie. La société évalue continuellement les marchés dans lesquels elle exerce ses activités et est également prête à abandonner certains marchés et à redéployer son actif ailleurs lorsque cela présente un avantage stratégique.

L'un de ses grands avantages sur la concurrence découle du fait qu'elle a mis au point des produits très recherchés sous marques contrôlées telles que *le Choix du Président, sans nom, Formats Club, PRODUIT VERT, BON AU POSSIBLE, le choix de nounours* et *EXACT*. Ces marques fidélisent la clientèle en lui fournissant une valeur supérieure, tout en assurant une certaine protection contre les stratégies de fixation des prix des produits de marque nationale. Le dernier-né des produits sous marques contrôlées, *le Choix du Président Biologique*, est très apprécié des consommateurs et s'est très bien vendu. *Les Services financiers le Choix du Président* de la société, dont le fournisseur de services bancaires est Amicus Bank, membre du groupe de sociétés de la CIBC, a connu sa quatrième année de forte croissance depuis son lancement en 1998. En mars 2001, la Banque le Choix du Président (« la Banque »), filiale de la société, a lancé avec succès la carte MasterCard des *Services financiers le Choix du Président*.

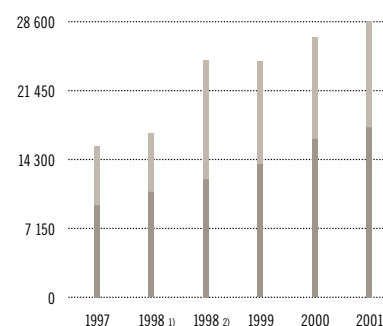
La Banque gère les comptes des cartes de crédit MasterCard des *Services financiers le Choix du Président* et le programme de fidélisation *PC*. Les risques associés à ces services incluent des risques d'exploitation, de financement, de liquidité, de crédit et de fraude. Afin de minimiser ces risques, la Banque et la société gèrent activement et surveillent leurs relations avec les fournisseurs de services indépendants, ont mis sur pied un programme de titrisation, et emploient des méthodes d'exploitation et des techniques d'évaluation du crédit qui sont considérées parmi les meilleures dans l'industrie.

La société livre une concurrence efficace dans un marché de détail en évolution où les épiciers non traditionnels continuent à élargir leurs gammes de produits normalement associées aux supermarchés. La société s'y prête par la mise au point et l'exploitation de nouveaux rayons et services qui complètent ceux des supermarchés conventionnels et en développant ses rayons de produits non alimentaires.

La société dispose d'un important portefeuille de biens immobiliers commerciaux dont elle est propriétaire et dont la valeur marchande est de loin supérieure à la valeur comptable et, chaque fois qu'elle le juge pratique, elle applique une stratégie consistant à faire l'acquisition des emplacements sur lesquels se situeront les futurs magasins. Elle améliore ainsi la souplesse de son exploitation et bénéficie de toute plus-value à long terme sur ces propriétés. Au terme de l'exercice 2001, la société était propriétaire de 62 % (61 % en 2000) de la superficie des magasins détenus par la société.

Les risques économiques et de marché relatifs aux activités d'exploitation et de financement de la société comprennent les fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change et du cours du marché des actions ordinaires de la société. La société a recours aux instruments financiers, en particulier à des accords d'instruments dérivés sur taux d'intérêt et sur devises et des contrats à terme de capitaux propres, afin de minimiser le risque et les coûts associés à ses activités de financement. La société maintient des centres de trésorerie qui exercent leurs activités conformément à des politiques et lignes directrices approuvées par la société et portant sur le financement, les placements et la gestion des opérations de change et des taux d'intérêt. Les politiques et lignes directrices de la société lui interdisent d'avoir recours à tout instrument financier à des fins spéculatives. En outre, la société a cherché à minimiser le risque éventuel de la contrepartie en effectuant des opérations avec des contreparties dont la cote de solvabilité

Magasins détenus par la société  
En propriété par rapport à loués  
(en milliers de pieds carrés)



En propriété  
Loués

- 1) Compte non tenu des acquisitions  
2) Compte tenu des acquisitions, compte non tenu des aliénations de 1999

est d'au moins A et en limitant les risques auxquels elle peut s'exposer en concluant des instruments financiers avec une contrepartie donnée. Dans le cours normal de ses activités, la société conclut également certains accords tels que la fourniture de lettres de confort à des bailleurs de fonds tiers en rapport avec le financement obtenu par certains franchisés (sans recours ou responsabilité pour la société) et l'établissement de lettres de crédit pour soutenir certaines activités d'exploitation normales.

En 2002, le gouvernement de l'Ontario prévoit déréglementer l'approvisionnement d'électricité. Afin de réduire les risques de hausses potentielles des prix et à condition que la déréglementation se réalise, la société a signé un contrat d'achat à prix fixe de trois ans visant l'achat d'électricité pour 134 millions de dollars (aux prix du marché actuels approximatifs) auprès d'une société dont la dette à long terme est cotée A par Dominion Bond Rating Service. Ce contrat a pour effet de protéger la société contre les fluctuations des prix et de maintenir une grande partie des coûts d'électricité de la société à leurs niveaux actuels.

Les concurrents non syndiqués à coûts faibles continuent à menacer la structure des coûts de la société. Celle-ci est disposée à assumer les coûts à court terme d'une interruption de travail, afin de négocier des coûts de la main-d'œuvre et des conditions d'exploitation concurrentiels à plus long terme. Au cours de l'exercice 2001, d'importantes négociations de conventions collectives ont encore eu lieu à l'échelle de la société. Il y avait 113 conventions collectives à négocier dont 74 ont été signées. Trois grèves ont eu lieu dont une dans chacune des provinces de Québec, d'Ontario et de la Colombie-Britannique. En 2002, 57 conventions collectives touchant presque 33 000 employés arriveront à terme, dont la plus importante couvre à elle seule environ 4 400 employés. La société poursuivra également les négociations relatives aux 39 conventions reportées de 2000 à 2001. Elle entretient de bonnes relations avec ses employés et les syndicats, et, bien que cette éventualité ne puisse être écartée, aucune interruption de travail importante n'est prévue.

La société limite à toutes fins pratiques son exposition aux risques en procédant à l'auto-assurance jusqu'à des niveaux appropriés et en souscrivant à des programmes d'assurance intégrés. Les contrats d'assurance couvrent plusieurs années et sont conclus avec des compagnies d'assurance financièrement stables cotées par A.M. Best Company, Inc. Les programmes d'assurance intégrés n'expirent que dans deux ans, ce qui limitera l'exposition de la société aux hausses des primes d'assurance et aux limites de protection instaurées de nos jours. La société combine des programmes tous risques de prévention des pertes à la gestion active des procédés de traitement des demandes de règlement et des litiges en ayant recours à des professionnels internes et à l'expertise technique externe afin de réduire les risques qu'elle conserve.

Depuis plusieurs années, la société applique des procédures de sécurité alimentaire visant à minimiser de manière proactive les risques alimentaires pour le consommateur ainsi que des procédés de gestion des crises alimentaires si elles devaient survenir. Ces procédés sont conçus pour identifier les risques et s'assurer que les communications avec les consommateurs sont claires, immédiates et précises et que les produits potentiellement dangereux sont retirés des stocks sur-le-champ.

La société s'emploie à être responsable sur les plans social et environnemental et reconnaît que les efforts qu'elle déploie pour assurer sa croissance économique et sa rentabilité afin de faire face aux pressions exercées par la concurrence doivent tenir compte de ses responsabilités en matière de gérance environnementale et d'autres questions d'ordre écologique. Des comités environnementaux à l'échelle de la société se réunissent régulièrement pour surveiller les activités commerciales et s'assurer qu'elles sont exercées de façon responsable. Le Comité de l'environnement et de santé et sécurité du Conseil d'administration reçoit des rapports qui passent en revue les questions environnementales en suspens, identifient les nouvelles préoccupations législatives et décrivent les efforts de communication pertinents. À l'heure actuelle, la société n'est pas au fait de l'existence de passifs environnementaux importants.

## PERSPECTIVES

La stabilité financière de la société et le déploiement stratégique de ses ressources financières permettront de poursuivre la mise en œuvre efficace des stratégies d'exploitation et de financement de la société. La société entend poursuivre son programme de dépenses en immobilisations tout en maintenant sa réputation de société innovatrice et d'exploitant à faibles coûts. Le chiffre d'affaires et le bénéfice de la société devraient continuer à s'accroître à un rythme soutenu en 2002 et au-delà, tout en permettant de maintenir un bilan solide et des flux de trésorerie appréciables.



Dans nos magasins de fleurs, en magasin, dont le nombre dépasse 200, et dans nos 420 centres-jardins extérieurs, nos clients trouveront toujours une grande sélection de fleurs et plantes les plus fraîches de la saison et tout ce qu'il leur faut pour un magnifique jardin.



En plus de nos rayons d'épicerie ordinaires, les clients peuvent bénéficier de nos rayons *Formats Club*, qui offrent un vaste choix de produits à des prix « club d'entrepôt ».